

L'avenir des élèves en lycée professionnel. De graves menaces!

Le Chef de l'État a annoncé une nouvelle réforme de la voie professionnelle. Emmanuel MACRON envisage de faire présider les conseils d'administration des lycées professionnels par les principaux employeurs de la région: les horaires et contenus disciplinaires pourraient varier d'un lycée à l'autre, d'une région à l'autre en fonction des besoins de main d'œuvre des entreprises locales. C'est à la fois la remise en cause d'un enseignement national, le même pour tous, et l'impossibilité pour les jeunes de d'accéder à un diplôme reconnu nationalement dans les conventions collectives ou dans les statuts et de pouvoir trouver un emploi qualifié n'importe tout en France.

La période que les élèves passeraient en entreprise représenterait plus de la moitié du temps de formation.

Ces stages seraient payés aux élèves par l'État : on ne sait pas encore quel en serait le montant mais il s'agirait en réalité d'une gratification inférieure à la rémunération d'un jeune en contrat d'apprentissage. Les entreprises bénéficieraient d'une main-d'œuvre gratuite sans contrepartie en perspective d'emplois et les jeunes lycéens seraient soumis à l'exploitation patronale.

Comme l'a écrit Frédéric SOUILLLOT, secrétaire général de FORCE OUVRIÈRE, « *notre Confédération est attachée depuis toujours à l'École républicaine, laïque qui vise l'émancipation des jeunes et l'accès de tous à une qualification reconnue. Cette réforme remet en cause ces principes comme elle remet en cause les diplômes* »

Le Syndicat FO de l'enseignement professionnel) et la Fédération FO de l'Enseignement ont exprimé leur totale opposition à ce projet et appelle à une manifestation nationale à Paris contre ce projet le samedi 19 novembre 2022.

L'UD FO des Hautes-Alpes apporte son soutien à cette manifestation nationale.

**Pour l'abandon du projet de réforme de la voie professionnelle
Pour la défense de l'enseignement professionnel public
Pour la défense des diplômes nationaux
Pour la défense du droit des lycéens à choisir leur avenir
Contre l'exploitation de la jeunesse**

Gap, le 10 Novembre 2022